



Accueil du portail > Enseigner avec le numérique > Développer le numérique pédagogique >
Services numériques et protection des usagers > Services numériques et protection des mineurs
> Guide des préconisations techniques

Guide des préconisations techniques pour la protection des mineurs

Moyens techniques à mettre en œuvre

Afin de rendre possible le travail en autonomie, un contrôle automatique des pages consultées doit être mis en place. Deux stratégies peuvent être mise en œuvre : un contrôle a priori des sites en interdisant l'accès à des sites inappropriés, et un contrôle a posteriori par analyse de la liste des sites consultés.

- ▶ **Le filtrage proposé en standard sur les navigateurs (insuffisant)**
- ▶ **Filtrer au niveau du serveur mandataire**
- ▶ **Liste noire et liste blanche**
- ▶ **Utilisation de logiciels sur le poste client**

Des dispositifs techniques permettent de restreindre les accès à l'Internet selon le profil de l'utilisateur connecté. Le principe du filtrage permet de présenter les documents adaptés au profil de l'utilisateur.

Le filtrage proposé en standard sur les navigateurs (insuffisant)

Les principaux navigateurs proposent une fonction de filtrage des contenus Internet au niveau du poste de l'utilisateur. En pratique, cela signifie que c'est le navigateur lui même qui va prendre la décision d'afficher ou non une page à l'écran.

Cette fonctionnalité repose sur un système d'évaluation des sites des pages web visitées. Ce système d'évaluation consiste en une série de catégories et de niveaux dans chaque catégorie, utilisée pour classifier le contenu de la page.

Cependant, l'évaluation des sites est réalisée par les concepteurs même de la page et à leur initiative. Il s'agit d'une auto-évaluation, qui n'est pas contrôlée par des organismes extérieurs ; seul un petit nombre de pages sont ainsi actuellement qualifiées. De plus, cette classification n'est applicable qu'au contenu d'une page web, et n'est pas adaptée ni adaptable aux services de messageries, de transfert de fichiers, de bavardage en ligne...

L'efficacité de ce filtrage dépend très fortement de l'adhésion des concepteurs de sites ou des organismes d'évaluation externes. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas, peu de sites sont classifiés.

Si le choix est fait de refuser tous les sites non classifiés, l'utilisation de l'Internet se trouve fortement limitée : de nombreux sites, non classifiés, vont être bloqués lors de la navigation alors qu'ils peuvent correspondre au profil de l'utilisateur. Par conséquent, ce système ne peut pas remplir le rôle de filtrage et ne répond donc pas aux objectifs de l'éducation nationale.

Liste noire et liste blanche

Définition d'une liste noire

Une liste noire contient un ensemble de sites, motifs génériques (par exemple toutes les adresses contenant le mot « nue ») ou domaines à exclure de la navigation. C'est donc un ensemble de sites interdits.

Définition d'une liste blanche

Une liste blanche contient l'ensemble des sites sur lesquels la navigation peut avoir lieu. C'est donc un ensemble de sites autorisés.

Filtrer au niveau du serveur mandataire

Le serveur mandataire (« serveur proxy »), centralise l'ensemble des accès aux ressources web de l'Internet en provenance des postes clients. Les postes clients s'adressent au serveur mandataire afin d'accéder à l'Internet et ne peuvent accéder au contenu que par son intermédiaire. L'accès aux ressources de l'Internet par d'autres moyens (changement de port, utilisation d'un serveur mandataire extérieur,...) devrait, dans la mesure du possible être interdit afin de garantir un niveau de sécurité optimal.

En tant qu'intermédiaire, le serveur mandataire peut donc décider si l'accès aux ressources demandées doit être accepté. L'ensemble des contenus, qu'ils s'agissent d'une page web, d'un site de bavardage, d'un site de courrier électronique, etc. sont analysés.

Une action a été engagée par le ministère afin de développer et de généraliser de tels dispositifs dans les établissements et les écoles, notamment à travers le projet S2I2E. C'est la solution qui permet d'avoir le contrôle le plus fin sur l'ensemble des contenus, elle est donc à retenir en priorité.

Utilisation de logiciels sur le poste client

Il existe sur le marché des logiciels de filtrage autonomes, au niveau du poste de l'utilisateur et qui ne se basent pas sur le système inclus dans le navigateur internet.

Ces produits de filtrage reposent sur des listes de sites à filtrer, et des critères de filtrage par mots clés.

Ces listes peuvent être des listes de sites interdits (« liste noire »), des listes de sites autorisés (« liste blanche ») ou une combinaison des deux.

Ce type de logiciel ne demande donc pas d'évaluation du site par le concepteur, mais ce sont directement les éditeurs du logiciel de filtrage qui peuvent fournir une liste de sites à interdire. Ce sont aussi les administrateurs du poste de travail qui peuvent sélectionner cette liste.

Le procédé de filtrage par mots clés permet de se passer d'une classification des pages a priori en utilisant une analyse du site à la volée. Il n'y a donc pas besoin de répertorier les sites.

À noter que depuis la signature d'un accord en novembre 2005 avec le ministère en charge de la famille, tous les fournisseurs d'accès internet (FAI) opérant en France proposent gratuitement à tout leurs abonnés un dispositif de contrôle parental. Tous les dispositifs sont paramétrables et offrent un profil "adolescents" (liste noire) et un profil "enfants" (liste blanche).

Mis à jour le 31 octobre 2012

Partager cet article



Ministère de l'éducation nationale - Direction générale de l'enseignement scolaire - Certains droits réservés